

Les faits marquants de la Plateforme mondiale: Jeudi, 16 mai 2019

Les discussions sur la réduction des risques de catastrophe et la résilience se sont poursuivies à l'édition 2019 de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (GP2019) à Genève, en Suisse, dans le cadre de deux dialogues de haut niveau, d'une table ronde ministérielle et de nombreuses séances de travail. Dans l'après-midi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé son nouveau Cadre de gestion des urgences sanitaires et de gestion des risques de catastrophe, et la cérémonie de remise du prix Sasakawa s'est déroulée dans la soirée.

Ce bulletin couvre les réunions de haut niveau et une sélection de séances de travail.

Dialogues de haut niveau

Investissement dans les secteurs public et privé tenant compte des risques: Davis Eades, Allday Media, a modéré le groupe de discussion de la matinée, invitant des ministres de la République dominicaine et de la Zambie, des représentants du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA), ainsi que le Président du conseil du promoteur immobilier SM Prime à partager leurs expériences dans le domaine de l'investissement éclairé en matière de risque.

Hiroshi Yamakawa, JAXA, a décrit le travail de l'agence avec le consortium Sentinel Asia dans la coordination de l'observation de la Terre, fournissant des images des zones touchées par une catastrophe pour l'appui des interventions d'urgence, et des données sur les précipitations pour le déclenchement de l'alerte rapide. Il a souligné que le défi principal consistait à concevoir des systèmes conjointement avec les utilisateurs finaux.

Isidoro Santana, Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République dominicaine, et Sylvia Chalikosa, Ministre au cabinet du vice-président de la Zambie, ont souligné l'importance des cadres politiques et des partenariats, et des normes pour des bâtiments résistants aux effets du dérèglement climatique.



Les lauréats du prix Sasakawa posent pour une « photo de famille » avec l'organisateur.



Isidoro Santana, Ministre de l'économie, de la planification et du développement, République dominicaine; et Sandra Wu, Pacte mondial des Nations Unies

Les conférenciers ont discuté de la manière de dépasser la priorité accordée par le secteur privé plutôt aux profits qu'à la résilience. Hans Sy, SM Prime, a parlé de sa pratique consistant à consacrer 10% de ses investissements à la résilience, et son travail avec le Conseil national de la résilience des Philippines sur la collaboration avec les habitants des zones de peuplement informelles de la région métropolitaine de Manille afin de réduire les risques pour la sécurité. Sandra Wu, Pacte mondial des Nations Unies, a déclaré prévoir un monde de « transparence radicale », les investisseurs exigeant davantage de données sur la manière dont les entreprises traitent les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Aris Papadopoulos, Fonds d'action pour la résilience, a déclaré que contrairement à SM Prime, la plupart des promoteurs immobiliers résidentiels et commerciaux légers ne sont pas des constructeurs à long terme, mais cherchent généralement à revendre les ouvrages dans les trois ans. Il a appelé à inclure « le segment économique qui crée le risque » dans la Plateforme mondiale. Chalikosa a souligné le double défi de la lutte contre la corruption et de l'application des politiques et des normes existantes, et a évoqué les efforts de la Zambie dans la lutte contre l'utilisation du charbon de bois, à travers la promotion de sources d'énergie alternatives et la replantation d'arbres et de bambou. Santana a souligné la nécessité de renforcer la confiance dans les institutions publiques.

Ne laisser personne de côté - Investir dans l'action locale et autonomiser les personnes les plus à risque: Veronica Pedrosa, journaliste, a ouvert le dialogue de l'après-midi. Le représentant de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a présenté une vidéo montrant que beaucoup sont « laissés pour compte » lorsque les gouvernements créent des plans de réduction des risques.

Elhadj As Sy, Secrétaire général de la FICR, a exhorté la prise en compte de la dignité humaine dans la RRC, en accordant la priorité au « dernier kilomètre » de la



(G-D): **Alex Mung**, Forum économique mondial; **Kate Levick**, PDG, Environnement de troisième génération; et **Shaun Tarbuck**, PDG de l'Association internationale des compagnies d'assurances mutuelles (ICMIF)

riposte humanitaire et en renforçant la confiance entre les gouvernements et les communautés locales avant la survenue de la catastrophe.

Kerryann Ifill, Président du Groupe consultatif sur les personnes handicapées de la CARICOM, a rappelé aux participants que des politiques de sensibilisation, d'éducation et d'accessibilité en rapport avec la RRC doivent être établies avant les catastrophes. Alexandra Ocles, Secrétaire nationale à la gestion des risques en Équateur, a exposé les priorités de son pays concernant les personnes handicapées, établies au moyen de lois qui traitent de l'accessibilité et des possibilités d'emploi.

Nella Canales, Institut de l'environnement de Stockholm, a décrit des solutions financières innovantes telles que l'assurance indicielle pouvant fournir un financement aux communautés après une catastrophe. Mohamed Béavogui, Directeur général de African Risk Capacity, a convenu que l'assurance indicielle peut être utile pour combler le déficit financier lorsque l'aide humanitaire post-catastrophe est retardée. Ifill a ajouté que les pays à revenu intermédiaire, tels que certains États des Caraïbes, pourraient ne pas bénéficier de l'aide humanitaire, notant que près de 40% des ménages de la Dominique sont encore en réparation deux ans après un ouragan.

Thomas Helfen, Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, a reconnu que les fonds des donateurs doivent être disponibles plus rapidement après une catastrophe, et a appelé à une plus grande attention au lien entre fragilité, conflit et violence relativement à la RRC, notant que plus de la moitié des décès après une catastrophe surviennent dans les 30 États les plus fragiles du monde. Deepak Malik, HelpAge International, a rendu compte des résultats d'une étude indiquant un manque d'attention pour les personnes âgées dans la RRC, et a encouragé la collecte et l'analyse de données.

Clôture de la session, Pedrosa a présenté les résultats d'un sondage électronique sur l'opinion des participants au sujet des entités qui devraient diriger les efforts visant à atteindre les laissés pour compte, qui indiquait que plus de 50% des participants estimaient que cela relevait de la responsabilité gouvernementale.

Séances de travail

Débloquer le dividende de la résilience: Emily Wilkinson, Overseas Development Institute, a modéré la séance du matin, abordant la question de la façon dont la communauté de la RRC pourrait inciter le secteur privé à investir dans la résilience.

Bärbel Kofler, Commissaire du gouvernement fédéral chargé des droits de l'homme et de l'aide humanitaire, Allemagne, a mis en exergue le travail du Partenariat mondial InsuResilience pour le financement et les solutions d'assurance contre les risques climatiques et les catastrophes, qui met des assurances à la disponibilité des personnes les plus vulnérables partout dans le monde. Soulignant l'ampleur croissante des besoins humanitaires dans le monde, elle a déclaré qu'agir plus tôt contribuerait à créer un système humanitaire plus efficace.

Shaun Tarbuck, PDG de la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance, a cité des exemples de travaux axés sur la résilience, tels que celui de la MBA, premier fournisseur mondial de micro-assurance, qui couvre 18 millions de personnes et fournit des services à 140 000 centres communautaires aux Philippines, fournissant 5 millions de dollars par an en investissements sociaux.

Wang Yingzi, Ministère du Logement et du Développement urbain et rural de la Chine, a mis en exergue le projet pilote chinois de 30 villes inscrites dans le programme des villes résilientes, projet fondé sur l'amélioration des systèmes d'égouts ainsi que sur le captage et l'épuration des eaux pluviales et financé par des obligations gouvernementales, des investissements du secteur privé et des dons de citoyens. Elle a également décrit les mesures prises pour renforcer les bâtiments anciens selon des normes antisismiques.

July Moyo, Ministre du gouvernement local et du logement du Zimbabwe, a souligné les efforts déployés pour intégrer la résilience dans la planification économique nationale, sur la base de l'intensification de la production alimentaire et animale, de la sécurité nutritionnelle et des moyens de subsistance durables.

Kate Levick, E3G, a parlé du plan d'action pour un financement durable de la Commission européenne, conçu pour canaliser environ 180 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la réalisation des objectifs climatiques. Alex Mung, Forum économique mondial, a souligné que les risques à forte incidence et à probabilité élevée sont principalement liés au climat et à la biodiversité, et qu'ils ne « disparaîtront pas du radar » dans le futur. Plusieurs intervenants ont convenu que la RRC était une bonne affaire sur le plan commercial, et Kofler a mis en exergue la nécessité de préserver et les moyens de subsistance et les vies, en laissant, par exemple, suffisamment de temps de planification pour déplacer le bétail vers des lieux sûrs. Tarbuck a cité des exemples de stratégies d'investissement telles que les obligations qui ciblent la réduction du gaspillage alimentaire et la construction d'infrastructures vertes.

La santé dans toutes les stratégies de gestion des risques de catastrophe: Emily Chan, Université chinoise de Hong Kong, a modéré cette session dans l'après-midi. Le conférencier principal, Jaouad Mahjour, OMS, a annoncé le lancement de son Cadre de gestion des urgences sanitaires et des risques de catastrophe, qui préconise une approche multipartite du lien entre santé et RRC.

Raed Arafat, Ministre roumain des Affaires intérieures, a décrit un projet pilote intégrant la santé dans les plans nationaux de préparation aux catastrophes, qui comprend des lois exhaustives sur les soins médicaux d'urgence.

Ciro Ugarte, Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a fait valoir que les résultats pour la santé sont également une conséquence des investissements et des politiques dans d'autres secteurs que la santé publique. Sur la base du suivi régional assuré par l'OPS, il a suggéré que les entités les plus performantes sont celles qui adoptent une approche multisectorielle de la santé et de la préparation aux catastrophes.

Vinya Ariyarante, Sarvodaya Shramadana Movement (Sri Lanka), a expliqué comment cette organisation à base communautaire et confessionnelle soutient la GRC en formant les premiers intervenants à fournir les premiers secours et un soutien psychologique, et a mis en exergue les récents efforts d'assistance aux victimes des récents attentats terroristes de Colombo.

Marco Becerril, Grand Groupe des Enfants et des Jeunes, a déclaré que les Jeunes subiraient les effets des mesures prises dans le Cadre de Sendai.

Virginia Murray, Public Health England, a déclaré que le Cadre de la gestion des risques de catastrophe et de l'urgence sanitaire de l'OMS représentait un changement de paradigme, passant d'une approche de riposte à un seul risque à une approche réactive à tous les risques. Elle a signalé que la Santé est mentionnée 38 fois dans le Cadre de Sendai.

Les participants ont fait part de leurs préoccupations concernant les attaques contre le personnel de santé dans les zones de conflit, l'externalisation des réponses d'urgence au secteur privé et les défis liés au renforcement des capacités des systèmes de santé susceptibles d'être submergés par des situations d'urgence telles que l'épidémie d'Ebola. Ugarte a souligné que la participation de la communauté est essentielle à la protection des agents de santé. Arafat a suggéré que, selon la situation, le personnel médical avait parfois besoin d'une protection militaire qui pouvait être utile pour l'approvisionnement et le transport des fournitures indispensables. Il a fait état d'une croissance des services

commerciaux d'intervention d'urgence, qui, a-t-il dit, ne devraient pas être autorisés à accéder aux fonds publics en concurrence avec des prestataires du secteur public, citant l'expérience de la Roumanie dans sa lutte, couronnée de succès, face à ce problème devant la Cour constitutionnelle.

Les déplacements en cas de catastrophe et la RRC: Andrew Harper, Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a souligné que le changement climatique deviendra le principal facteur de déplacement de population dans un proche avenir et a appelé à la mise en place d'infrastructures pour faire face aux perturbations futures. Walter Kaelin, Plateforme sur les déplacements en cas de catastrophe, a présenté une déclaration liminaire soulignant que la collecte de données et les politiques doivent prendre en compte le risque accru des déplacements provoqués par une catastrophe. Tasneem Siddiqui, Université de Dhaka, a déclaré que le Bangladesh souffrait d'un manque de cohérence entre les politiques relatives au climat, à la migration, à la RRC et à la ville, ainsi que du grand nombre de personnes déplacées à la suite de catastrophes.

Jessica López Mejía, Ministère de la Gouvernance, Mexique, a déclaré que les politiques inclusives devaient être fondées sur les droits de l'homme et sur l'amélioration de la résilience des communautés locales.

Kamal Abou Jaoudé, gouverneur de la Bekaa (Liban), a parlé de la pression exercée par les personnes déplacées sur les communautés hôtes, notant que les 1,5 million de Syriens entrés au Liban représentaient un tiers de la population libanaise et que le chômage et la pénurie d'eau y ont augmenté. Guleid Artan, Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Kenya, a déclaré que l'Afrique du Nord-est n'avait pas de cadre juridique exhaustif pour le traitement des migrations transfrontalières dans un contexte de catastrophes naturelles. Les problèmes liés aux conditions dans lesquelles les migrants sont autorisés à rester et à rentrer, a-t-il déclaré, ne sont toujours pas résolus.

Les intervenants ont ensuite discuté des bonnes pratiques en matière de gestion des déplacements provoqués par une catastrophe, telles que des initiatives permettant aux chercheurs des pays voisins de collaborer à la collecte de données et la participation des personnes déplacées à la planification des politiques dans les régions hôtes. Ils ont également entendu les interventions de deux jeunes femmes originaires des Philippines et de l'Indonésie, qui se sont inspirées de leur propre expérience pour parler des lacunes des décideurs politiques. Celles-ci comprennent, ont-elles déclaré, le besoin vital de mieux accueillir les personnes ayant des



Les conférenciers à la séance de travail sur le déplacement en cas de catastrophe et la RRC.



Kris Faafoi, ministre de la Défense civile, du Commerce et de la Consommation, Nouvelle-Zélande

besoins particuliers et le respect des coutumes locales dans les refuges. Prenant la parole, les représentants de la France, des Philippines et de l'Arabie saoudite, entre autres, ont exprimé leur volonté de donner la priorité à la lutte contre les déplacements de population à la suite de catastrophes.

Table ronde ministérielle

Mami Mizutori, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la RRC, a ouvert la table ronde sur le thème « Investissement et économie de la RRC fondés sur le risque ». Elle a exhorté le secteur privé à intégrer la GRC dans les modèles économiques. Raymund Furrer, Secrétaire d'État aux Affaires économiques, Suisse, a averti que le renforcement de la résilience nécessitait des fonds importants de sources publiques et privées.

Le conférencier principal, Mauricio Cardenas, ancien Ministre des Finances de la Colombie, a proposé que les ministères des Finances créent des stratégies de financement public des catastrophes.

La Malaisie a annoncé la création de cartes de risques complètes parallèlement à un engagement accru du secteur privé. Le Ghana a déclaré que les fonds privés sont essentiels pour combler les déficits de fonds publics, citant les investissements du secteur privé dans l'assainissement et la gestion des déchets dans sa capitale.

La Nouvelle-Zélande a décrit un projet de résilience multipartite lancé après le séisme de 2016 à Kaikoura. La Jamaïque a souligné les difficultés rencontrées par les petits États insulaires en développement à affecter des fonds aux imprévus liés aux catastrophes. Le Niger a évoqué le recours par le pays à des assurances panafricaines contre les risques. L'Allemagne a déclaré que l'investissement public dans le financement de la résilience et du risque anticipé assure un développement économique stable. L'Inde a souligné la nécessité de meilleurs mécanismes pour garantir que les investissements sont informés des risques.

La Bolivie a déclaré que les investissements intersectoriels doivent inclure les considérations de RRC. La Turquie a décrit un projet visant à améliorer la résilience des maisons, des hôpitaux et des écoles. La Somalie a attiré l'attention sur ses 2,6 millions de déplacés internes, résultat d'une combinaison de catastrophes naturelles et de catastrophes causées par l'homme. L'UE a souligné que les investissements à l'abri des risques constituent une priorité à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

La Zambie a décrit son Cadre national de gestion des risques de catastrophe. Le Népal a souligné la nécessité d'améliorer l'accès au savoir-faire approprié pour promouvoir la RRC. Le Mozambique a annoncé la création de son bureau de relèvement et de reconstruction après une catastrophe, chargé d'évaluer les pertes liées aux deux récents cyclones. L'Uruguay a indiqué qu'il a mis en place des plans de RRC à tous les niveaux de gouvernement. Madagascar a signalé sa vulnérabilité aux cyclones et son besoin d'assistance. Les Fidji ont déclaré que les PEID du Pacifique ont besoin davantage d'assistance en raison de leur isolement et de leur vulnérabilité.

Les États-Unis ont annoncé l'adoption de leur Disaster Recovery Reform Act de 2018. La Palestine a déploré les difficultés de la coopération en matière de RRC dans sa région, en raison de problèmes politiques. Les Pays-Bas ont accueilli avec satisfaction le nouveau Centre mondial et la Commission sur l'adaptation. La Norvège a appelé à une approche de la RRC fondée sur l'ensemble de la société. Le Nigéria a décrit son Plan directeur national d'infrastructure intégrée. La Finlande a souligné l'importance de disposer de données de meilleure qualité et plus accessibles pour gérer les risques. La Mongolie a déclaré que les investissements du secteur privé dans la RRC sont encouragés.



Les participants à la table ronde ministérielle ont discuté des investissements fondés sur le risque et d'autres questions liées à l'économie de la réduction des risques de catastrophe.